

22 septembre 2014, le Mali fête ses 54 ans d'indépendance ...

54 ans d'indépendance ! Il arrive que les mots soient vidés de leur sens et peinent à masquer une réalité altérée, détournée, voire violentée, dans le secret de bureaux calfeutrés des décideurs. N'est-ce pas, Messieurs les inventeurs de slogans aussi creux que « *L'honneur du Mali* », affichés le temps d'une campagne imposée par un président français alors « *intraitable* » au Mali et aujourd'hui maltraité chez lui.

Quelle indépendance dans une dépendance totale ? Un pays shooté aux fonds versés par les bailleurs de fonds. Un pays prêt à être vendu au plus offrant par ses dirigeants pour une commission de 10%. Il semblerait qu'au pays du « *Mali d'abord* », les taux soient à la hausse, les fonds en question se faisant plus rares ces temps-ci. On nous annonce 5 500 milliards en provenance de la Chine. On comprend que des organisations investissent dans un retour triomphal d'IBK digne du temps de Moussa Traoré, quand on pense aux 550 milliards (vous voyez, nous sommes raisonnables, nous ne tenons même pas compte de l'inflation des appétits) qui seront discrètement partagés. Quant à nous, Maliens de la rue, serrons-nous déjà la ceinture.

On nous promet des routes du savoir, mais de bons enseignants point. En revanche, si les murs des écoles ne font pas l'éducation de nos enfants, les commissions tirées de leur construction seront judicieusement investies dans celle de leurs enfants, dans les meilleures écoles privées de Bamako ou à l'étranger. Si les murs de l'hôpital ne prodiguent pas de bons soins, les commissions tirées de leur construction seront astucieusement investies dans l'accouchement de leurs femmes et les soins de leur famille dans les meilleures cliniques privées de Bamako ou à l'étranger. Vous avez compris : les murs, ce sera gratuit pour vous parce que leur construction leur rapportera au moins 10%. Mais pour le service, il faudra payer ou retourner mourir chez vous, et en silence s'il vous plaît, bandes d'ingrats (oui ingrats, car vous n'avez pas le droit d'être aigris). Mais rassurez-vous, loqueteux, pieds nus et sans dents qui creusez actuellement des tranchées dans Bamako avec un simple pic dont le fer se fracasse à la rencontre de la moindre pierre récalcitrante, votre avenir est assuré : vous aurez la chance de travailler pour les Chinois, s'ils ne prennent pas tout le boulot. Vous creuserez les fondations des ouvrages promis avec bruit et fracas, si un jour ils voient le jour. Et pour les plus chanceux d'entre vous, vous irez extraire l'or de nos mines que les Chinois viendront bientôt piller, à leur tour. Croire que les Chinois vont donner 18 milliards pour payer l'avion « gouvernemental » (on ne dit plus avion présidentiel depuis que le chef du gouvernement l'a utilisé deux ou trois fois) sans retour sur investissement, c'est soit surjouer la naïveté, soit nous prendre pour de grands niais. Mais nous comptons sur le FMI pour « fuiter » les dessous de ce don.

Un pays sans défense, à la merci de quelques bandits de grandes dunes, pardon, de rebelles, c'est plus tendance, soutenus et contenus par les chantres d'une démocratie de l'étranger qui refuse le droit à la majorité des populations peu « azawadiennes » de se prononcer sur la confiscation de leur avenir et sans doute, bientôt, de leur terre.

Quand le passé raconte l'avenir

En d'autres temps, et d'autres lieux, les Britanniques « s'installèrent » en 1917 dans une Palestine indépendante depuis 1870. Sous la pression du mouvement sioniste, fondé par Theodor Herzl, et de la diaspora juive, Lord Balfour, alors ministre britannique des Affaires Étrangères, envoya une lettre ouverte à Lord Rothschild dans laquelle il déclarait que « *le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif* ». Cette déclaration deviendra réalité en 1948 quand, le 14 mai, la direction sioniste déclara unilatéralement, la création de l'État religieux juif d'Israël sur le territoire de la Palestine, après avoir violemment chassé les Palestiniens. Création d'un état religieux justifiée par la Shoah et la nécessité pour les Juifs de vivre en sécurité sur leur « terre promise », avec la complicité de ceux qui auraient pu éviter ce génocide mais n'ont rien fait, ou trop tard. On connaît la suite...

Idith ZERTAL, historienne juive, conteste l'instrumentalisation de la Shoah « *comme justification absolue à son [l'état d'Israël] existence et à ses pratiques* ». Elle remet en cause les mythes de la création d'Israël dans l'imaginaire commun israélien. « ... *Je dirais que le premier, et le plus grand peut-être, est celui de l'existence d'un peuple uni et homogène, qui est le peuple juif : un peuple qui serait vieux de plusieurs millénaires, une entité continue, dans le temps et dans l'espace. Mythe énorme, qui veut que nous soyons les descendants directs des Hébreux du temps du roi David. Et la prétention à être les descendants de ce peuple hébreu antique nous conférerait un héritage et des privilèges historiques sur Israël* »... « *Le deuxième mythe est que nous sommes les victimes éternelles de l'Histoire. De surcroît, comme le dit Hannah Arendt, nous nous tenons pour des victimes innocentes à tout point de vue, des victimes qui ne partagent aucune part de responsabilité pour ce qui nous arrive¹* ».

¹ [Ce lien exclusif entre la Shoah et l'Etat d'Israël est désastreux – Idith Zertal.. Docteure en histoire juive. s'élève contre la façon dont son pays instrumentalise la Shoah.- Libération 20/09/2003](#)

Sur quels autres mythes le Mouvement national de l'Azawad (MNA), créé en novembre 2010, justifie-t-il la création de l'Azawad quand il se définit comme « *une organisation politique de l'Azawad qui défend et valorise la politique pacifique pour atteindre les objectifs légitimes pour recouvrer tous les droits historiques spoliés du peuple de l'Azawad* »². Le MNA fusionnera avec le Mouvement touareg du Nord-Mali (MTNM) en 2011 pour créer le MNLA. Pour renforcer la justification « victimaire », le 19 janvier 2012, Mossa Ag Attaher, chargé de communication du MNLA déclarait : « *Notre préoccupation est une préoccupation de survie, [mettre fin] à plus de 50 ans de domination* »³. Pourquoi les mêmes causes ne produiraient-elles pas les mêmes effets ? Surtout lorsqu'on a l'oreille compatissante de la nation qui, lors de la conférence de Berlin en 1885, a participé à la délimitation arbitraire des frontières du Mali, qui, notamment dans le Nord, ne correspondent à aucune frontière naturelle, ethnique ou géographique. En 1960, il nous fallait construire une nation à partir de là.

Dans le même article, Idith ZERTAL pose la question de la nation : « *Une nation est-elle un groupe défini, de manière ethnique, génétique, avec une continuité de plusieurs millénaires ? Je n'y crois pas. Une nation est plutôt une construction, une histoire et des mémoires, un «état d'âme», comme dirait Renan, d'appartenance, de solidarité. Quelque chose qui ne va pas de soi, mais est créé par les hommes* »⁴.

On se demande pourquoi le Royaume britannique, cette « *nation [qui] a solennellement promis à une seconde le territoire d'une troisième* » selon la formule d'Arthur Koestler⁵, n'est pas aussi généreuse avec la partie du peuple écossais qui réclame son indépendance. Notons au passage que les Ecossais, contrairement à nos populations du Nord aujourd'hui et aux Palestiniens en 1948, ont voté pour décider de leur avenir.

Et la France ? Se souvient-elle qu'elle n'a pas toujours été celle qu'elle est aujourd'hui ? Se souvient-elle qu'elle a reçu Nice et la Savoie en 1860, en récompense de son intervention militaire contre l'Autriche, et en échange de l'annexion de l'Italie centrale par le Piémont ? Se souvient-elle que pour la première fois au monde, l'exécution d'un traité a été subordonnée à son approbation par les populations concernées en vertu du « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* » : le 22 avril 1860, à l'issue d'un référendum organisé par Paris et Turin, les habitants du comté de Nice et de la Savoie ont approuvé à une écrasante majorité leur rattachement à la France. Que dirait-elle si aujourd'hui, ces deux territoires réclamaient leur indépendance au prétexte qu'historiquement, elles sont plus italiennes que françaises ?

Et la Bretagne régionaliste ? Mona BRAS, Porte-parole de l'Union Démocratique Bretonne (UDB), déclare que « *l'exemple écossais doit interroger la France, incapable d'associer ses habitants à une réforme majeure qui engage tout autant son avenir, à savoir la réforme de l'Etat, le «redécoupage» des régions et surtout leurs compétences et moyens. Il doit aussi inspirer les habitants de la Bretagne pour réclamer ou organiser eux-mêmes un processus démocratique pour réunifier la Bretagne, disposer d'une collectivité unique et disposer d'une autonomie fiscale et législative. Nul doute que le référendum écossais ne constitue une avancée pour l'Europe des peuples et des régions qui fonde le combat de l'ALE au niveau européen et celui de Régions et Peuples Solidaires (RPS) au sein de l'Etat français* »⁶.

« *Ancien président de région, Jean-Yves Le Drian reconnaît, comme d'autres, sa "dette idéologique" envers l'UDB à laquelle il dit lui-même avoir été tenté d'adhérer dans sa jeunesse, rappelle Tudi Kernalegenn. L'actuel ministre de la Défense a rendu hommage samedi, dans une vidéo diffusée pour cet anniversaire, à ces compagnons de route* »⁷. Le Ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, qui dégainé plus vite que l'ombre de Lucky Luke, va-t-il convaincre son ami Président d'aller vers le fédéralisme afin d'accorder un statut particulier à la Bretagne ?

Je ne vais pas évoquer l'Alsace-Lorraine, tantôt allemande, tantôt française au gré des conflits. Elle ne reviendra définitivement dans le giron français qu'en 1945. Encore moins une Corse, plus proche de l'Italie que de la France, cédée par Gênes à la France en 1768 : les indépendantistes attendent toujours leur indépendance.

Messieurs les donneurs de leçons et semeurs de guerres, si pour une fois, juste pour donner un peu de crédit à la démocratie telle que vous la concevez et ne rêvez pas d'imposer, vous appliquez chez les autres, les principes que vous défendez chez vous ? Vous voyez bien que ce n'est pas par la création d'Israël et le conflit insoluble qu'elle a engendré que vous vous absoudez de l'infâme Shoah. Ce ne sera pas non plus par la création d'un « *Azawad* » que vous vous absoudez des horreurs de votre colonisation. Oubliez votre bonne conscience calculatrice et attelez-vous plutôt à réparer les dégâts dont vous êtes responsables chez vous et ailleurs. Si vos

² http://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_national_pour_la_lib%C3%A9ration_de_l'Azawad

³ [Idem](#)

⁴ [Ce lien exclusif entre la Shoah et l'Etat d'Israël est désastreux – Idith Zertal., Docteure en histoire juive, s'élève contre la façon dont son pays instrumentalise la Shoah. - Libération 20/09/2003](#)

⁵ Romancier, journaliste et essayiste hongrois naturalisé britannique (1905 – 1983), sioniste partisan de la création d'un Etat juif.

⁶ <http://www.agencebretagnepresse.com/article.php?id=35136>

⁷ <http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20140503.AFP6289/bretagne-l-union-democratique-bretonne-udb-fete-ses-50-ans.html>

jeunes banlieusards jouent aux djihadistes et fuient s'établir dans un pseudo « *Etat islamiste* » que vous et/ou vos complices avez contribué à créer, ce n'est pas par idéologie, c'est par dépit et haine du statut que vous leur accordez : celui d'indigènes dans un pays qu'ils considéraient comme le leur. Retirez-leur leur nationalité française, à ces Français qui se sentent déjà apatrides chez eux et vous en ferez définitivement des martyrs en leur donnant raison. Chez vous et ici, l'extrémisme, politique et/ou religieux, naît de l'injustice.

Le Mali indépendant demain ?

Nous avons écouté avec grande attention notre Président nous conter sa vision du Mali sur les ondes de la « *radio mondiale*. »⁸ Quelques extraits qui ont retenu notre attention :

RFI : *Est-ce qu'aujourd'hui, vous pouvez aller dans le Nord du Mali, est-ce qu'aujourd'hui vous pouvez aller même à Gao et à Tombouctou ?*

IBK : *Oui, Madame je peux le faire.*

RFI *Mais vous ne le faites pas.*

IBK *Je peux aller à Gao et à Tombouctou. Question simplement d'agenda, mais je le ferai Madame.*

On est content d'apprendre que le Président ne se rend pas dans le Nord du Mali, non pas parce que son avion est immobilisé ou parce que la sécurité est loin d'être rétablie. Non, il ne va pas dans le Nord parce qu'il n'a pas eu le temps. Il fait le tour du monde mais il n'a pas le temps d'aller à Gao ou à Tombouctou. Chers compatriotes du Nord et soldats Tchadiens qui mourrez pour la défense de l'intégrité d'un pays, dont les dirigeants ne brillent pas par leur courage, croyez-le sur parole, il vous rendra une petite visite, un de ces jours, quand il aura le temps et, accessoirement, une raison de s'y rendre. Il l'a dit et le "*Kankeletigui*" est un homme de parole, n'est-ce pas ? Il attend peut-être les conclusions sur le crash de l'avion d'Air Algérie ? On ne sait jamais, imaginez que cet avion ait été abattu en plein vol par un de ces terroristes que le MNLA a amené dans ses bagages. Notre Président, si soucieux de notre bonheur, ne voudrait pas nous priver de son ambition pour le Mali ni risquer de faire exploser en plein vol 20 milliards de Fcfa, qu'on n'a même pas fini de rembourser.

IBK : *Un gouvernement d'union nationale ? Ce n'est pas la solution, ce n'est pas la panacée, je le sais.*

Chers opposants, vous voilà prévenus. Mais le meilleur vous concernant est plus bas. Patience. Vous avez encore quatre années à attendre, vous pouvez bien patienter quelques minutes.

RFI : *Vous pensez que cette présence militaire française est une présence de longue durée ? Vous savez qu'elle fait débat actuellement en France. Les Français sont là pour longtemps, vous avez besoin de longtemps pour maintenir l'équilibre, pour maintenir ici l'autorité.* Si cette question, bien plus intéressante que la réponse, n'est pas le constat de notre dépendance, un enterrement grande classe de notre souveraineté, ça y ressemble fortement.

IBK : *Nous avons réglé cette question-là je pense. Nous avons un accord de coopération en matière de défense et de sécurité désormais complet avec la France. **Ça donne absolument la base légale de cette coopération là** Ce qui laisse supposer que l'intervention française s'est faite sans base légale, puisqu'il n'y avait pas de coopération de défense à l'époque. Dont acte. « *Qui n'est pas une présence de type colonialiste. On a entendu beaucoup de choses. Il s'agit simplement d'un accord de défense et de coopération militaire, et de sécurité* ».*

De l'art de botter en touche. Vous savez, vous, ce qu'il y a exactement dans cet accord de coopération de défense et de sécurité ? Vous savez combien de temps les Français resteront au Mali ? Y a-t-il eu des assurances que les casseroles resteront bien rangées au fond du placard pour y mourir de leur belle mort? La nature a horreur du vide et si « *on a entendu beaucoup de choses* », c'est parce qu'on n'a pas entendu la vérité.

A propos de la suspension de l'aide des bailleurs.

RFI : *Comment réagissez-vous face à cet isolement de fait, ce manque de confiance de la communauté internationale.*

⁸ <http://www.rfi.fr/emission/20140921-1-mali-keita-ibk-president-mali/>

IBK : *Il y a eu des problèmes de compréhension entre le FMI et nous. Lors de la revue du mois de février, si je ne m'abuse, nos services n'ont pas signalé l'achat de cet avion-là. Tout est parti de là. .*

Admettons. Pourquoi un achat de 20 milliards d'euros n'a-t-il pas été signalé ? Une dépense de ce montant, même - et surtout - pour des vampires insatiables. Le responsable de cette faute professionnelle grave a-t-il été désigné ? A-t-il été définitivement radié de la fonction publique pour faute grave ? Ou alors, considère-t-on en haut lieu que soustraire en douce 20 milliards de Fcfa au budget national et priver le Mali de ressources n'est pas si grave ? S'il s'agissait juste d'un simple problème de susceptibilité du FMI, le sacrifice d'un petit fonctionnaire bouc émissaire aurait suffi à calmer le jeu. Et ça, ils savent faire : sacrifier le petit agneau sur l'autel du veau d'or.

Mais le journaliste qui, lui, ne se laisse pas abuser, pose la question de fond qui nous intéresse :

RFI : *Revenons sur les faits. On vous reproche, dans une situation économique très difficile, d'avoir acheté un avion pour la Présidence de la République de plus de 30 millions d'euros (environ 20 milliards de Fcfa). Et donc, le FMI a notamment estimé que c'était, votre position aussi l'a déploré, une dépense hors de propos avec les besoins économiques. Donc, c'est ce que vous appelez ce quiproquo et le FMI a coupé le robinet. Et pan sur le bec !*

IBK : *Non., pas exactement comme cela.*

RFI : *Un peu.*

IBK : *La décision de l'achat de l'avion est une décision souveraine que le FMI n'a pas mise en cause, ni la Banque Mondiale non plus.*

RFI : *La difficulté, c'est que pour le FMI, cette dépense n'était pas budgétisée*

IBK : *Tout à fait - Ah bon, il ne s'agit donc pas d'un simple problème de compréhension, d'un simple oubli d'information, la raison invoquée plus haut ? ...*

RFI : *Comment est-ce que vous l'expliquez ?*

IBK : *Voilà le problème. Vous savez, Madame, les achats d'avion, pas le présidentiel, mais de gouvernement, parce que l'avion n'est pas l'avion du Président de la République. Cet avion fait le voyage ministériel, cet avion vient, par deux ou trois fois, de conduire le chef du gouvernement à tel ou tel endroit. Ce n'est pas l'avion d'IBK. On l'a dit, on l'a répété à satiété (pourquoi les gens ne croient-ils pas et ne se contentent-ils pas de ce que je dis ? C'est énervant à la fin !). Je crois que j'ai d'autres ambitions pour ma présidence que ce genre de situation. Nous avons fait simplement le point. Nous nous sommes rendu compte que la location d'avion, tel que ce que nous faisons, est assez onéreuse (quid de l'ancien avion ?) et qu'à terme nous gagnerions l'un dans l'autre à acheter un (deuxième ? J'ai sûrement mal entendu, car pourquoi acheter un deuxième avion ?) avion.*

RFI : *La difficulté va être de regagner la confiance aussi des Maliens qui luttent au jour le jour, pour la survie quelquefois.*

IBK : *Merci Madame. Je vais vous dire une chose. Si on faisait un sondage aujourd'hui, je ne crois pas qu'entre le IBK de septembre 2014 et le IBK de septembre 2013, il y ait une très grande marge. Le peuple me fait confiance. Je sais que je ne suis pas un aigrefin qui vient au pouvoir se faire les poches.*

C'est lui ou c'est nous qui rêvons ? Elu avec 77% en 2013 et 77% de mécontents en 2014. Il n'y a pas une grande marge en effet...

Au sujet du népotisme dénoncé par l'opposition.

IBK : *Je leur (à ceux qui lui font reproche de népotisme) dis, surtout à l'opposition, de bien regarder, de bien se regarder dans un miroir elle-même... Quand à cette opposition qui veut me faire des leçons, je lui dis de bien regarder, et surtout qu'elle se regarde elle-même très très bien dans une glace. Chef de l'Etat, homme d'état, je n'en dirai pas plus, je ne descendrai pas plus bas.*

RFI : *Dites-nous en un peu plus. Vous avez des choses à nous dire sur ce fonctionnement de vos opposants ?*

IBK : Oh non non non. Il y a des choses qu'il vaut mieux laisser mourir de leur belle mort. Les Maliens savent de quoi il retourne.

Le Président sait de quoi il parle quand il demande aux opposants de se regarder dans une glace : ils savent bien, anciens et nouveaux dirigeants, quels cadavres se cachent derrière ce miroir, dans ce placard dont il faut garder les portes soigneusement fermées. Les Maliens savent effectivement que les opposants politiques du jour sont aussi responsables de la situation actuelle de notre pays. A supposer qu'ils soient de nouveau au pouvoir aujourd'hui, que feraient-ils de différent de ce qu'ils ont déjà fait et de ce qui se fait aujourd'hui ? Où sont leurs hommes neufs, leurs idées nouvelles ? Eternels mendiants que nous sommes, on ne nous parle que de rassurer les bailleurs... Mais de solutions innovantes pour réellement développer le pays et qui ne seraient pas dictées par ces mêmes bailleurs, on cherche.

IBK : Je suis venu aux affaires avec deux thèmes forts : l'honneur, l'honneur et le bonheur des Maliens... Tout cela, sur fond de dignité.

Quel honneur en effet, la belle déculottée de l'armée malienne à Kidal en mai dernier, sans doute parce que les sous-vêtements militaires commandés au pote de fiston, étaient en or massif (vu les tarifs) et empêchaient les militaires de courser les rebelles ! Et ces Maliens ingrats qui ne connaissent pas leur bonheur de se retrouver avec un budget national amputé de 20 milliards de Fcfa, voire plus. Mais 20 milliards, c'était avant le « cadeau » des Chinois. On peut être sûr que la note va augmenter, car ces 18 milliards de dons ne sont pour les Chinois, qu'un ticket d'entrée vers un trésor plus grand. Un Mali digne en effet, qui a étalé sa face sombre sur la scène internationale. Ceux qui avaient encore des doutes sur l'honneur et la dignité que nos dirigeants ont depuis longtemps remis au placard pour leur bonheur personnel, ne pourront plus dire qu'ils ne savaient pas. Enfin, un Mali honorable et digne rappelé à l'ordre comme un mauvais élève surpris à tricher au fond de la classe, par le maître FMI, habituellement moins regardant sur la destination des fonds des pays membres qui lui sont confiés. Jusqu'à présent, le FMI se contentait d'imposer ses réformes structurelles assassines à des pays déjà moribonds, qui n'aspirent qu'à être mis sous respiration artificielle de l'aide, morphine anti douleur de nos contrées: ça soulage ceux qui n'en n'ont pas besoin mais ça n'empêche pas la mort des autres, quand elle ne la précipite pas. En complicité avec nos dirigeants qui s'injectent à doses massives depuis plus de 30 ans cette drogue, les bailleurs, fussent-ils chinois, vivent grassement de leurs aides conditionnées et de leurs prêts empoisonnés tandis que nos peuples, n'en finissent pas de mourir de misère. Ebola, cette maladie des pauvres, se charge de nous le rappeler. On détourne les fonds destinés à l'éducation, à la santé et à la prévention. Et quand les conséquences d'un tel comportement nous explosent à la figure, on fait ce qu'on sait le mieux faire : se plaindre, faire pitié, mendier. Mais s'attaquer aux véritables causes de tous ces drames qui s'abattent sur nous, surtout pas : laissons les mourir de leur belle mort au fond du placard, car pendant et après nous, le déluge.

IBK : Quand je vois l'acharnement de certains Maliens, au patriotisme singulier, singulier, dénigrer à tour de bras le pays aujourd'hui, sa gouvernance, qui n'est pas parfaite, je le concède. Mais, il y a une volonté de faire et de faire bien... Il n'y a pas à la tête de l'Etat, je crois aujourd'hui, et les Maliens le savent, les gens sont rassurés, un homme qui n'est pas honnête. Si je ne l'avais pas été, ce peuple au sortir d'une crise aussi profonde que celle qu'il a traversé le pays, ne m'aurait pas accordé son soutien, pas possible.

C'est vrai, la singularité pose un souci à certains, mais elle sent si bon la liberté que s'est octroyé l'ancien Premier Ministre. Ne confondons pas espoir et honnêteté... Le peuple a voté pour un « mythe », un dernier espoir, mais la réalité l'a vite fait atterrir pendant que le KKK prenait votre envol. Le problème n'est pas que fiston fasse de la politique, le problème est qu'il ait courageusement attendu que son père soit élu pour se découvrir cette vocation soudaine. Le problème n'est pas de faire appel à des personnes de confiance, encore faut-il que ces personnes soient compétentes.

RFI : La situation économique du pays est tout de même catastrophique, notamment du point de vue de l'emploi. Les gens n'ont pas de travail, c'est ce qu'ils disent en premier lorsqu'on les interroge. Il y a un manque de production dans le pays. Quelle est votre vision de l'économie ? Qu'est-ce que vous allez mettre en place pour que les gens puissent avoir du travail, que l'économie malienne ne soit pas simplement des mines d'or et des ressources qui sortent du pays.

IBK : La question de l'emploi est un problème universel.

RFI : Oui, mais ici au Mali, comment vous, vous voyez la solution ?

IBK : Un pays comme le Mali est enclavé, il faut le désenclaver, il faut des routes... Nous avons besoin d'énergie pour attirer des investissements étrangers (merci le FMI pour l'augmentation de l'électricité !). Il y a également ce que je tiens pour le véritable or du Mali, l'agriculture. Voilà, Madame, les niches d'emplois sûrs et les postes pour demain pour assurer la stabilité économique du Mali et son décollage futur.

Et si au lieu de toujours penser aux investissements étrangers, on incitait aussi les Maliens, même et surtout voleurs, à investir dans autre chose que des villas châteaux qui seront de plus en plus vides, faute de locataires et en raison d'une offre pléthorique (c'est dire si le métier de « commissionnaire » 10% est payant !) ? Et si on misait sur l'éducation pour ne pas avoir que le concassage de pierres pour la construction de routes ou la daba dans le champ comme avenir pour nos jeunes ? Et si on incitait nos industries à transformer nos ressources en produits de qualité que les Maliens seraient fiers d'acheter et de vendre à l'extérieur ? Et si on passait du patriotisme singulier au patriotisme économique en prenant en compte l'intérêt du Mali et non celui de certains maliens uniquement ? Et si on décidait de mettre l'Administration au service du citoyen afin de l'aider à créer plus de richesses au lieu de l'étrangler ? Et si on renvoyait fiston et le reste de la smala à la maison pour confier le pays à des compétences et non plus à des relations ?

RFI : Presque chaque jour, aux portes de la Méditerranée, il y a des bateaux qui coulent avec des centaines, des milliers de jeunes Africains qui voulaient tenter leur chance en Europe. Est-ce qu'aujourd'hui, pour un jeune Malien, vous pouvez dire : tu as un avenir ici, ne pars pas. Est-ce que vous pouvez dire à cette jeunesse qu'elle a, de façon prévisible, une meilleure vie dans les années qui viennent.

IBK... Mon devoir est de contribuer puissamment à ce que le Malien ait davantage confiance chaque jour, plus confiance en son pays, en son potentiel et cela sera, Inch Allah.

À part « Inch Allah » et une simple incantation, comment faut-il s'y prendre concrètement pour retenir les Maliens au Mali ?



En se tournant vers l'avenir, en favorisant l'émergence des futures gloires du Mali. En ne remplaçant pas un maître par un autre. En ne basculant pas de Malibya à Malichina. En travaillant à créer les conditions de la véritable indépendance de notre pays. En rêvant ensemble le Mali de demain, car pour le construire, il faut d'abord le rêver.

Aïda H. Diagne

22/09/2014

aidah.diagne@gmail.com

Retrouvez cet article sur [Facebook](#).